

Arrêté N° 804/2018

République Française

Objet : Autorisation de voirie

Le Maire de la commune de Vendargues

VU les articles L 2211.1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales

VU la requête présentée par **Monsieur JOURDAN et Madame GONZALEZ**

en date du **20/11/2018** et par laquelle ils sollicitent **l'autorisation de poser des échafaudages au droit du n° 36 Rue du Général Berthézène et de la rue des Aires**

afin de procéder à **des travaux de ravalement de façade**

A R R E T E

- Article 1** **Monsieur JOURDAN et Madame GONZALEZ**
domiciliés à **VENDARGUES – 36 rue du Général Berthézène**
sont autorisés à **poser des échafaudages au droit du n° 36 rue du Général Berthézène et de la rue des Aires**
afin de procéder à **des travaux de ravalement de façade**
- Article 2** La présente autorisation est accordée à charge par le bénéficiaire de se conformer aux conditions énoncées aux articles ci-après.
- Article 3** La voie publique pourra être occupée **du 7 au 27 Janvier 2019 inclus sur une longueur de 9 mètres, et une largeur de 1,30 mètre au droit du n° 36 rue du Général Berthézène et sur une longueur de 9 mètres et une largeur de 1 mètre au droit de la rue des Aires (Propriété en angle rue du G^{ral} Berthézène / Rue des Aires)**
- Article 4** Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.
- Article 5** Le pétitionnaire devra veiller à empiéter le moins possible sur la voie publique, et baliser les échafaudages, afin d'éviter tous risques d'accident susceptible d'être causé à des tiers.
- Article 6** Dès l'achèvement des travaux, le permissionnaire devra enlever tous les décombres et matériaux, réparer tous les dommages éventuellement causés et rétablir à ses frais la voie publique et ses dépendances dans leur premier état. Cette remise en état fera l'objet d'un procès-verbal de recollement dont mention sera portée au présent arrêté.
- Article 7** Le permissionnaire supportera sans indemnité la gêne et les frais de toute nature qui seraient la conséquence de travaux effectués par l'administration dans l'intérêt de la voirie.
- Article 8** La présente autorisation est pour tout ou partie révocable à toute époque sans indemnité, soit pour des raisons d'intérêt général, soit pour non-respect par le permissionnaire des conditions imposées ci-dessus.
- Article 9** Sans préjudice de la révocation de l'autorisation, le permissionnaire pourra être poursuivi pour contravention de voirie s'il ne se conforme pas aux prescriptions imposées.
- Article 10** L'Adjoint délégué, la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera :

transmise pour information à la gendarmerie de Castries

Publiée en Mairie

Notifiée à l'intéressé

Pour le Maire empêché,

Le Premier Adjoint,

Guy LAURET.

